CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

RÉDACTION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Socialiste Quotidien

CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

ADMINISTRATION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes.	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
Autres Départements.	5 fr. 50	11 fr.	22 fr.

N° 80 Mardi 21 Mars 1899 N° 80

ANNONCES
Les Annonces sont reçues à la *Société Générale de Publicité*, 7, rue Drouot, Paris (*Téléphone 921,88*) et dans m succursale :
LILLE, 28, rue Faidherbe
et dans les bureaux de l'Administration du journal

Intérêts de Classe

Jamais on n'a tant parlé de paix que dans ces derniers temps, et jamais non plus la situation n'a été aussi tendue ni aussi périlleuse. Pour un mot omis, pour une virgule déplacée, deux nations grondent ou plutôt les hommes d'Etat qui les dirigent montrent les dents, ce qui, surtout de la part des Anglais, est un symptôme sérieux et même terrifiant. Le gouvernement de la Grande-Bretagne a-t-il exprimé son profond regret de l'incident de Mascate. M. Delcassé dit oui, et le sous-secrétaire d'Etat anglais assure que non. Lequel vaut mieux, seigneur?

Ces susceptibilités seraient plutôt drôles s'il n'y avait derrière les mauvaises humeurs de diplomates une presse qui abote des deux côtés de la Manche, et, ce qui est plus grave, des intérêts commerciaux en présence. A ceux qui prétendent que le « pur homme de classe est du domaine des abstractions » et « qu'on est à la fois membre d'une société et membre d'une classe » on pourrait demander d'expliquer pourquoi le parti socialiste a une allure si embarrassée lorsqu'il se mêle des questions nationales. « C'est qu'il est forcément déplanté, pour ainsi dire, hors de son terrain et privé de sa raison d'être. »

Pandis que les bourgeois, à quelque parti qu'ils appartiennent, ont le sentiment exact de leurs intérêts, qu'il s'agisse de la Chine, du golfe Persique ou de l'Asie-Mineure, les socialistes sont obligés, lorsqu'ils prennent part à ces discussions, d'emboucher la trompette radicale, de parler du droit des peuples ou d'invoquer les principes humanitaires. Ils ont mauvaise grâce à reprendre de vieilles rengaînes dont les journaux radicaux eux-mêmes sont fatigués, et, de plus, ils s'écartent de ces considérations économiques qui, seules, doivent les préoccuper et les guider.

Il serait instructif d'envisager les questions qui agitent en ce moment l'Europe diplomatique au simple point de vue des intérêts commerciaux. Si l'on étudie la Chine, par exemple, ce champ de bataille énorme pour les marchandises européennes qui veulent pénétrer à tout prix à travers la proverbiale muraille, l'on ne voit, derrière les démonstrations en faveur de l'intérêt bien entendu de l'Empire du Milieu, que l'avidité des commerçants russes, anglais, français, allemands et tout récemment italiens, qui font une course au clocher, à qui trouvera le plus de clients.

Lord Salisbury offre son appui contre tous ceux qui voudraient porter atteinte à l'intégrité de la Chine, c'est-à-dire veut réserver le monopole du commerce à l'Angleterre. La Russie, avec son énergique agent, M. Parloff, inonde de ses roubles le Conseil des ministres, le Tsung-li-Yamen, et offre aussi son appui à l'impératrice contre tout envahisseur du dehors. Il n'est pas jusqu'à l'Italie, ruinée et écrasée sous la Triple-Alliance, qui ne veuille avoir une part du gâteau; elle est excessivement blessée parce qu'on n'a pas voulu lui donner une concession.

C'est un autre partage de la Pologne; à la veille de la Révolution, les grands pouvoirs de l'Europe d'alors, la Prusse, la Russie et l'Autriche n'ont pu réunir leurs forces pour écraser la France parce qu'elles étaient jalouses les unes des autres. Le partage de la Chine immobilise les forces des Etats européens qui ont pu ainsi laisser l'Amérique s'agrandir aux dépens de l'Espagne. Tant que le partage se fera, chaque nation se déclarera satisfaite, chaque nation se déclarera satisfaite, à condition qu'aucune ne soit plus favorisée que les autres; et c'est là la tactique de ces Chinois tant méprisés qui neutralisent les forces ennemies en les opposant les unes aux autres.

Si l'on passe à l'Asie-Mineure, à cette question Arménienne, qui a suscité tant de discours parlementaires et de meetings de protestation, il est curieux de constater avec quel dédain est reçue la protestation du comité arménien de Genève. Ce sont des trouble-fêtes qui veulent rouvrir une question sur laquelle les pouvoirs signataires du traité de Berlin avaient posé les scellés. Non seulement d'après le *Morning Post*, le vrai et sincère organe de l'impérialisme, les révoltés arméniens sont des êtres sanguinaires, mais ils manquent de tact comme dans la complainte de *Fualdès*.

Le rédacteur anglais, bien chauffé dans son bureau à Londres, s'étonne même que ces « patriotes amateurs aient pris la fuite à l'étranger » et élève des doutes sur leur courage. Cela est digne du gouvernement qui livra à l'Autriche les lettres des frères Bandiera, par l'intermédiaire de ce sir James Grahani, de qui Marx disait qu'il était «character-proof», c'est-à-dire qu'il n'avait plus à craindre de perdre sa réputation.

Voilà la récompense de l'agitation légale des exilés arméniens, à qui l'on avait dit que, pour plaire au public anglais, il ne fallait pas sortir de la légalité. Ainsi Kossuth n'alla pas au secours de la population de Vienne, pour pouvoir ensuite, comme dit Marx, se vanter auprès du public anglais de son respect des lois. Après de nombreux meetings, un grand étalage de sympathie de la part du parti libéral, qui en a à revendre, on conseille aujourd'hui aux arméniens d'avoir confiance dans le gouvernement paternel du sultan, qui est prêt à faire des réformes.

Tandis que la Crète, qui s'est moquée des conseils de ses sages amis étrangers, a reconquis sa liberté, grâce à l'action illégale de la Grèce, l'Arménie reste sous le joug du sultan rouge et les signataires du Manifeste ont le droit de dire aux tièdes sympathisants de la cause arménienne, aussi bien qu'aux gouvernements : « La nation arménienne a inondé de son sang la terre de la patrie, mais vous avez lavé vos mains, comme Pilate. »

Et à côté de cela, l'empereur Guillaume est allé en bon commis-voyageur, placer les produits allemands en Turquie, et a obtenu des concessions de chemins de fer. Voilà le résultat économique de l'agitation arménienne, et la Russie et l'Angleterre ont laissé intervenir un troisième larron. Tout le sang répandu a fait monter les actions des commerçants de Brême et de Hambourg. Cela n'empêche pas que le vieux Gladstone n'ait fait un bien beau discours contre le saccage Turc, cela doit suffire aux Arméniens.

Enfin, sur le golfe Persique, derrière les susceptibilités de MM. Delcassé et Brodrick, il y a ce fait que la France voulait avoir un dépôt de charbon, et en même temps préparer les voies du seigneur russe, qui va bientôt faire déboucher son chemin de fer sur la côte. L'Angleterre ayant aussitôt employé l'argument, sans réponse, d'un vaisseau cuirassé, la France proteste qu'il ne s'agissait que d'un dépôt de charbon.

Les socialistes ne sont membres de la société actuelle que comme critiques; ils dévoilent l'hypocrisie des protestations humanitaires d'une classe qui n'a, et avec raison, en vue que son intérêt. Mais la politique internationale de la bourgeoisie ne doit intéresser les socialistes, tant qu'ils ne peuvent pas l'empêcher, que comme symptôme de détraquement intéressant à noter. Or, on ne peut voir clair dans les questions actuelles qu'en se mettant au pur point de vue de l'intérêt de classe, capitaliste ou prolétarien. Le seul remède à la politique coloniale est la conquête du pouvoir politique par la classe prolétarienne, le reste n'est que vaine protestation et phrases sonores.

Charles BONNIER.

UNE VICTOIRE SOCIALISTE

Nos lecteurs se rappellent les jugements sensationnels rendus par M. Magnaud, président du tribunal de Château-Thierry.

Ils ont produit en France une profonde et légitime impression; on les sentait animés d'un souffle d'humanité qui ne pénètre pas d'habitude au prétoire.

Ce magistrat était-il un socialiste, un révolutionnaire? Point. Il appliquait très exactement la loi, mais dans l'interprétation des textes où les juges peuvent se mouvoir il apportait un sens délicat et généreux des misères sociales.

Or, chaque fois, et comme avec un parti-pris nettement arrêté, ses jugements étaient frappés d'appel par le procureur, c'est-à-dire par le magistrat debout, le fonctionnaire du parquet qui représente le garde des sceaux. Sur les décisions que rendait ce tribunal le gouvernement ne peut rien théoriquement; je ne vous crois pas assez naïfs pour ignorer que bien des juges, selon un mot célèbre, « rendent plus souvent des services que des arrêts », et, se plient, doches et lâches, devant le désir délicatement indiqué du gouvernement...

S'il ne pourrait rendre le garde des sceaux officiellement responsable des jugements de M. Magnaud, pas plus que nous ne pouvons nous-mêmes lui reprocher les décisions contraires de la Cour d'appel d'Amiens.

Mais s'il n'a théoriquement aucun pouvoir sur les juges, il a le droit et dans certains cas le devoir d'exercer une action sur les procureurs; ce droit, la chancellerie la bien souvent exercé et Viviani en a rappelé un mémorable exemple pour protéger les coquins.

L'interpellation de notre ami Sembat discutée vendredi à la Chambre, avait pour objet d'obtenir du garde des sceaux, l'engagement d'inviter le procureur général d'Amiens à ne pas interjeter appel systématiquement des arrêts juridiquement exacts et hautement humains du tribunal de Château-Thierry. Sembat voulait obtenir que l'autorité de ces jugements et de cette interprétation des textes — à laquelle en vérité chacun applaudit — ne soit pas ébranlée par le procureur, c'est-à-dire indirectement par le gouvernement lui-même.

Le garde des sceaux a pris à cet égard de fermes engagements et la victoire morale est ainsi restée à nos amis. Un scrutin n'y aurait pas ajouté grand chose. Ce que nous avions en vue est acquis : M. Magnaud ne sera plus l'objet de l'hostilité systématique d'Amiens, et cette assurance incitera peut-être certains magistrats à suivre son généreux exemple.

Echos & Nouvelles

Un journal cite un curieux extrait des « Annales de la propagation de la foi », de septembre 1872, dans lequel se trouve le compte rendu des recettes et dépenses de l'année 1871. Tandis que la France, saignée par l'Allemagne, versait tout son or entre les mains de Bismarck, savez-vous combien le clergé français recueillait pour ses missions ?

5,160,775 fr. 61 centimes.

Sur ces chiffres, le clergé français, pendant l'année terrible, envoyait en Allemagne les sommes suivantes :

A Mgr Weddekin, évêque d'Hildesheim, 16,000 francs; à l'archevêque de Cologne, 6,000 francs; à l'évêque de Munster, 1,500 francs; à l'évêque de Paderborn, 20,000 francs; à l'évêque de Guesen, 6,000 francs; à l'évêque de Culm, 5,000 francs; à l'évêque de Warmie, 6,000 francs; à l'évêque de Breslau, 20,000 francs; au Vicariat apostolique de l'Allemagne septentrionale, 10,000 francs.

Voilà bien l'Internationale noire et l'Internationalisme des « sans-patrie » !

—o—

M. Stephen, patriarche de Babylone, dignitaire épiscopal, ancien élève de l'Ecole des hautes études et de la Sorbonne vient d'abjurer le catholicisme.

Le R. P. Sallé, Français d'origine, licencié ès-lettres, Prieur du Couvent des Carmes de Chèvremont (Belgique) vient également de quitter l'Eglise romaine.

On remarque que les prêtres qui abjurent le catholicisme sont en général les plus éclairés et les plus dignes.

***

NOUVELLES A LA MAIN

A l'imprimerie congréganiste de la *Croix*, le frère Crétinien collationne les épreuves d'un rituel avec un apprenti.

Le texte porte cette phrase :

« Avant l'élévation, le prêtre ôte sa calotte. »

L'enfant lit « ... le prêtre ôte sa culotte ! »

Il y avait une coquille...

—o—

Deux ouvriers causent entre eux du mastroquet du coin, qui vient de vendre son fonds après fortune faite.

— Cette fortune, dit l'un, me paraît louche.

— Pourquoi donc ?

— Dame! parce qu'elle a été acquise par la voie *des tournées* !

—o—

Dialogue entendu à une exposition d'amateurs :

— Ne trouvez-vous pas que ce paysage est peint dans un ton rose un peu trop accentué ?

— Mon cher, l'auteur a trois ou quatre millions de fortune... Dans ces conditions il est naturel qu'il voie tout en rose !

FIGURES

M. COMBARIEU

C'est le nouveau directeur du cabinet de la présidence de la République. Un personnage. Si M. Loubet voyage, toutes les municipalités seront, à certaines époques, en rapport avec M. Combarieu. Il faut donc qu'on le connaisse, et nous avons le devoir de le présenter aux lecteurs de ce journal.

M. Combarieu est originaire de Cahors. Avocat, il est entré dans l'administration en 1881. Il a débuté comme secrétaire général de la préfecture du Gers; il était, hier, préfet de la Meuse.

Environ quarante ans. Blond, plutôt petit. Beaucoup de distinction naturelle. Au moral aimable infatigable-demeure.

Un nouveau directeur du cabinet du président a beaucoup voyagé depuis qu'il est entré dans l'administration. Secrétaire général de la Mayenne, après l'avoir été dans le département du Gers, il a rempli les mêmes fonctions dans le Calvados, puis a été sous-préfet de Saint-Quentin, directeur du cabinet du préfet de la Seine, préfet de l'Ain et enfin de la Meuse. Il a laissé partout les meilleurs souvenirs.

On en dit autant de ses administrateurs. Mais, pour M. Combarieu, cela a le mérite d'être exact. Et si l'on veut bien songer qu'il est difficile de contenter tout le monde et, en outre, que les absents ont toujours tort, on reconnaîtra qu'il y a là, pour M. Combarieu, comme une grâce spéciale, laquelle lui assure une réussite certaine dans ses nouvelles et si délicates fonctions.

Détail particulier : M. Combarieu est un musicien passionné. Il joue agréablement du piano et du violoncelle.

CHRONIQUE

LA SEMAINE SANGLANTE

La Commune, dont le prolétariat français et étranger fêtera, cinq à cinquante-cinq, dimanche prochain, le deuxième anniversaire, en instituant, comme nous le signalions hier, les travailleurs au pouvoir politique.

Toute la révolution du 18 mars est dans ce fait: la bourgeoisie, toutes les fractions de la bourgeoisie chassées du gouvernement, et le gouvernement pris en main par le prolétariat parisien.

Peu importe tout ce qu'on put faire de ce pouvoir, dans des circonstances exceptionnellement difficiles, les travailleurs non préparés, n'ayant encore ni but ni méthode.

Peu importe qu'ils aient volé bourgeoises sur la propriété, ils avaient organisé l'expropriation violente en respectant la Banque de France.

Ces fautes — qui ne se répéteraient plus aujourd'hui — disparaissent devant le fait, cet événement qui est un avènement : la classe dépossédée, maîtresse pendant deux mois de l'outil de toutes les transformations sociales, l'Etat.

C'est cette conquête — malheureusement provisoire — de l'Etat par les prolétaires de Paris que nous fêtons, et que fête avec nous aujourd'hui le prolétariat du monde entier, internationalement d'accord pour placer dans l'expropriation politique de la classe capitaliste le secret et l'instrument de son expropriation économique.

C'est en parti politique, avant pour premier objectif le gouvernement à occuper, que sont actuellement organisés les travailleurs de Paris.

C'est à cette première et indispensable conquête qu'ils tendent de tous leurs efforts.

Et c'est dans cet esprit que nous saluons ceux qui ont héroïquement laissé des milliers de cadavres sur la position qu'ils n'ont pas été en mesure de conserver, mais qu'ils avaient prise, et que nous saurons, nous, les circonstances aidant, prendre et conserver.

Pendant les deux mois que la Commune tint bon contre la réaction versaillaise, elle réalisa à l'intérieur de la ville les réformes que nous avons rappelées la semaine dernière et elle lutta contre l'armée de Thiers.

Celui-ci, pour arriver à vaincre les travailleurs parisiens, fit appel à Bismarck et aux Prussiens qui cernaient Paris depuis Montmartre jusqu'à Bercy. Bismarck a avoué, en 1896, à M. des Houx, qu'il avait été sollicité par Thiers de laisser revenir d'Allemagne les officiers prisonniers, pour écraser la commune, et qu'il avait accepté. En outre, les Prussiens devaient empêcher les insurgés de traverser leurs lignes, et obliger, par conséquent les communeux à tomber sous les balles versaillaises.

Thiers, ayant pris ainsi ses dispositions du côté des Prussiens, et s'étant mis sous la protection de Bismarck, se tourna vers ses propres soldats et officiers.

Il leur représentait Paris entre les mains de brigands détestant la France, pétroleurs, incendiaires et assassins. Il leur montrait la guerre finie et ajoutait: « Vous seriez tous rentrés dans vos foyers sans ces « partageux » de Parisiens. Ce sont eux qui vous empêchent de retourner près de vos femmes, de vos mères ». En même temps, il allait lui-même voir chaque jour au camp de Satory les soldats qu'il devait lâcher sur Paris; il faisait augmenter leurs rations, goûtait à leur soupe, distribuait des récompenses. C'était une excitation de toute heure; et les pauvres cerveaux ignorants de ces hommes étaient chaque jours exaspérés.

Pendant ce temps, les communeux décimés par deux mois de batailles où ils avaient subi des pertes énormes, voyaient tous les jours diminuer leurs forces, et lorsque, le 21 mai, les Versaillais entrèrent dans Paris, ils étaient réduits.

Le général Clinchant proposa à Thiers d'en finir immédiatement et rapidement. On pouvait, en agissant avec énergie, être maître de la ville en vingt-quatre heures.

Cette idée n'était point faite pour satisfaire le représentant de la bourgeoisie épouvantée. Autant il avait eu peur, au début, au moment où il pouvait croire à la victoire définitive du peuple, autant maintenant qu'il se sentait maître de la situation, il voulait tirer des républicains révoltés une éclatante vengeance.

Par ses ordres, les soldats, à peine rentrés dans Paris, commencèrent à tuer, dès le 21, tous les prisonniers; cependant, à ce moment, aucun otage n'avait été tué, aucun incendie n'avait été allumé. Rien ne justifiait ces massacres; on les continua en les aggravant le 22, ce jour-là, Montmartre fut pris d'assaut, et hommes, femmes, enfants, vieillards furent impitoyablement passés par les armes.

La Commune, en tant que Gouvernement, n'existait plus depuis le 21. Parmi ses membres, un grand nombre étaient morts, d'autres s'échappaient. Mais jusqu'au dernier moment où elle eut une action, on eut un autre, aucun crime ne fut commis, bien au contraire.

**

La presse de Paris se continuait bien mal, on assiégeait Hagland dans son quartier, on assiégeait Lullier dans son quartier par quatrième, rue Pierre-Levée, mais pas maison, on s'emparait de tous les hommes et tous les coups de fusil étaient donnés.

Les femmes étaient allées sur le Luxembourg, à cette époque, la place de la Gare, la place Vendôme, enfin, les barricades étaient prises par groupes de dix et toute la journée, depuis le 22 jusqu'à la fin du mois, pendant dix jours, on tirait, on tuait toujours. Pelotons, qui achevaient tous ceux à qui les hommes leur déchargeaient leur revolver dans la tête. Quelques-uns, d'autres déchargeaient quelques « assassinés » dans les jambes et après quelques minutes, on les achevait froidement, sans même l'excuse de la colère momentanée. Thiers et ses ministres commandaient ces massacres.

Un tuait, tuait toujours. Les tapissières et les voitures chargées de cadavres passaient dans les rues, ruisseaux traînaient les flots des débris de sang. Fusillait-on pas à tout enlever; on enfouissait les cadavres, on les brûlait, on les enterrait de chaux vive. On mettait les hommes par paquets de cent; de la caserne Lobau, où l'on a tué cinq jours et cinq nuits consécutives, il s'échappait, dans le canal qui parvenait à la rue, un ruisseau de sang. Pendant plusieurs jours on enterrait les blessés pêle-mêle avec les morts. On enterrait partout, dans toutes les rues, dans les squares, dans les jardins, au bois de Boulogne; des cadavres, jetés à la Seine, suivaient le fil de l'eau; un moment, comme la chaleur commençait à se faire sentir, on put craindre la peste dans Paris. La bourgeoisie se vengeait de sa peur.

Ce n'est celles qu'on ne tuait point, étaient envoyés à Versailles et au camp de Satory. Dans ce camp se sont passées, pendant quelques semaines, des scènes hideuses. La cour, dès mois historique, où étaient parqués prisonniers et prisonnières, était entourée de murs, hauts de trois mètres, percés de meurtrières à hauteur d'hommes. Cette cour enorme, sans abri, sans un arbre, sans un coin où se soient ardent, point d'ombre; la nuit, la terre pour lit de repos. Un des soirs, des torrents d'eau s'abattirent sur les pauvres gens parqués là et on vous laisse à penser les nuits d'un tel supplice. Dans la nuit du 25 au 26, il plut encore et les malheureux étaient dans la nuit soumis au charivari de leurs gardiens. Des scènes hideuses se passèrent dans cette cour comme des bêtes sauvages. Des embrassades, des sentiments tinaient des cours de lait. C'est ce qu'on a appelé la répression de la révolte de Satory.

Ce n'est pas la quelques cas, le nombre de morts qui ont été relevés, mais des centaines et des milliers. Un jour, on a vu que, sur quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-quatre avaient été fusillés par les Versaillais. Sauvage du vainqueur, c'est à l'insurgé sérieusement pitié! Et cette horreur.

Quand les premières journées de mai, on essaya de faire le compte des victimes, on fit un total de 38,000 environ. Voici le détail :

Fusillés sans jugement.	17,000
Fusillés après jugement.	2,000
Morts en prison.	5,000
Morts dans les prisons ou en chemin.	10,000
Total.	38,000

On verra par la liste suivante, qui a été dressée par approximation, quelles furent les corporations les plus atteintes par la sauvagerie de Thiers.

On tua dans la semaine de mai :

240 journaliers,	819 typographes,
328 bijoutiers,	1,568 empl. de comm.,
210 chapeliers,	343 tanneurs,
282 charpentiers,	106 relieurs,
766 tailleurs de pierres	227 ferblantiers,
881 peintres bâtim.,	193 passementiers,
2,065 serruriers mécan.,	159 horlogers,
681 tailleurs,	172 doreurs,
1,491 cordonniers,	159 imprimeurs,
206 couturières,	182 graveurs,
224 tondeurs,	136 ébénistes,
2,293 maçons,	283 sculpteurs.
1,600 menuisiers,	

Cette statistique a été faite par le général Appert, ancien ambassadeur de France à St-Pétersbourg; elle est nécessairement incomplète, mais dans son raccourci pleine d'enseignement pour les travailleurs.

***

L'Histoire impartiale flétrira ces abominations sans excuses; elle marquera spécialement de sa flétrissure l'homme sinistre qui présida à ces massacres, et qui les décréta froidement. L'histoire retirera aussi de ces jours tragiques la preuve que la guerre la plus inexorable est celle que se font deux classes en lutte. Elles se sont heurtées là, en mars-mai 1871, en France, comme déjà en juin 1848. La bourgeoisie, la plus forte, a jusqu'ici étouffé dans le sang toutes les révoltes républicaines et démocratiques. A nous de préparer, par notre propagande, un état d'esprit qui nous épargnera le retour de pareilles calamités !

Il en s'agit plus, aujourd'hui pour le prolétariat et le socialisme de s'emparer d'une ville ou même d'un pays : c'est à la fois nationalement et internationalement qu'il leur faut la victoire, qu'il leur faut s'emparer du pouvoir politique et non pas seulement pour repousser l'effort de l'ennemi, mais pour le désarmer, pour anéantir le régime monarchique ou bourgeois de capitalisme et de réaction, et émanciper les travailleurs, dans le régime de solidarité.

Aussi la célébration du 18 Mars est-elle aujourd'hui pour nous, non moins que la glorification du passé révolutionnaire, la revue de nos forces accrues, l'examen des résultats atteints et la recherche de ce que nous devons faire pour édifier la République démocratique et sociale.

JEAN-JACQUES.

NOS DÉPÊCHES

(Par service téléphonique spécial)

L'AFFAIRE DREYFUS

Interview de M. de Mohrenheim

Paris, 19 mars. — Sous le titre : « Une hypothèse », le *Petit Bleu* a publié une explication de l'affaire Dreyfus qu'il tient, dit-il, d'un ami que sa situation officielle oblige de garder l'anonymat. Le *Petit Bleu* s'est hâté, d'ailleurs, d'ajouter que cette explication est romanesque et que les déductions qui en découlent ne sont peut-être que très ingénieuses. Ces réserves faites, il a reproduit le récit de « l'ami », qui se résume en ceci :

La veille, c'est-à-dire un an avant l'arrestation de Dreyfus, le gouvernement russe s'était de renseignements très précis et très authentiques sur l'organisation et la répartition de l'armée russe, publiées dans une revue nationaliste française : quelque temps après, le même gouvernement apprenait que le gouvernement allemand avait en sa possession la copie de la convention militaire franco-russe. Il réclama aussitôt de notre état-major général une enquête sur les auteurs de cette double indiscrétion.

Au cours de cette enquête, un haut personnage étranger communiqua au général de Boisdeffre des lettres signées de l'empereur d'Allemagne et désignant Dreyfus comme principal coupable. On ne pouvait le faire condamner sur ces seuls documents, c'est alors que avant le bordereau qu'on attribua à tort naturellement à Dreyfus et qui pourtant le le faire condamner !

L'Etat-major se refusa à suivre le colonel Picquart s'efforçant d'établir que le bordereau était d'Esterhazy, car l'affaire du bordereau n'existait pas. Alors qu'on prétexte à la révélation faite à la communication à l'Allemagne de la convention franco-russe était le véritable motif. Notons que les lettres de l'empereur d'Allemagne sont déclarées fausses par l'auteur du récit qui ajoute :

Le coupable ne serait pas Dreyfus, mais bien le personnage étranger, lequel M. de Boisdeffre aurait dénoncé, en 1898, à la communication confidentielle des fausses lettres de Guillaume II, et qui, accule par de pressants besoins d'argent, aurait livré à l'Allemagne les documents relatifs à la convention franco-russe, dont, par sa situation, il avait, sans aucune difficulté, pu avoir connaissance. Le coupable de ce déshonneur serait depuis quelque temps devenue notoire pour son gouvernement qui l'aurait disgracié, et qui se serait borné, pour éviter un trop grand éclat, à lui interdire seulement de séjourner dans son pays.

Et en terminant :

Je suis obligé de confesser qu'il faut admettre, pour accepter cette hypothèse, qu'un homme, qui avait eu pendant une longue carrière la confiance méritée de son gouvernement, ait pu ternir cette carrière, à l'heure où il pouvait la terminer si brillamment, par un acte odieux. Je reconnais que cela est presque invraisemblable.

Le lendemain, la *Liberté* reproduisait le récit du *Petit Bleu* et ajoutait :

Est-il vrai que M. de Mohrenheim, récemment ambassadeur de Russie en France, soit exilé de son pays ?

Notre confrère spécialiste de Paris s'est rendu auprès du baron de Mohrenheim, qui réside dans cette ville, et lui a soumis les allégations de l'*Echo de Paris* et de M. de Mohrenheim a exprimé ses regrets.

« Je ne connaissais pas le fait publié par le *Petit Bleu* que vous m'avez communiqué, dit-il, et j'ai été surpris et indignés, et je me suis dit que le premier mot prononcé par le gouvernement français, ce serait un démenti formel.

« Quant à mes relations avec le colonel Picquart, je ne les ai eues qu'après l'affaire. Quelles étaient donc leurs relations ? Elles, alors que les échanges de lettres n'ont pas pesaient sur la tête d'un ami, qui, pendant plusieurs ans, a été pour moi un ami, sans doute, sans famille.

M. de Mohrenheim, après un long silence, ajoute :

« Je crois avoir quelques excuses et quelque raison d'insister de cette grande nation française au milieu de laquelle j'ai travaillé pendant plusieurs années, chargé d'une honorable confiance, et pour laquelle j'ai toujours gardé le plus vif et le plus sincère attachement.